



Renforcer la compétitivité et la sécurité

Les États-Unis défient le monde. La concurrence entre places économiques va s'intensifier considérablement. La Suisse doit faire avancer d'importantes réformes de politique économique. Cela exige un esprit de responsabilité collective et des décisions courageuses. Sans un large consensus politique, il sera impossible de poser les finances fédérales sur des bases solides. Un front uni sera également nécessaire pour consolider la voie bilatérale. En ce qui concerne la réglementation bancaire, nous devons faire preuve de discernement si nous souhaitons atteindre l'objectif d'une place financière à la fois compétitive et stable.

Le nouveau président américain Donald Trump envoie des signaux clairs : réduction des impôts, allègement des réglementations et hausse des droits de douane. Il exhorte l'Europe à en faire plus pour sa sécurité. Dans cet environnement géopolitique et économique complexe, la Suisse doit naviguer habilement et renforcer son attractivité. La conférence de presse annuelle d'economiesuisse, la faîtière des petites et grandes entreprises suisses, était placée sous le signe des grands projets de réforme. « Nous devons surmonter les blocages et les intérêts particuliers. Garantir la prospérité et la sécurité exige aujourd'hui un esprit de responsabilité collective et des décisions courageuses », a souligné Christoph Mäder, président d'economiesuisse. Le programme d'allègement budgétaire met à l'épreuve les finances fédérales. Pour l'économie, il est essentiel que le budget repose sur des bases solides à long terme. Ce n'est qu'ainsi que pourra être créée une marge de manoeuvre permettant d'investir dans la sécurité et la défense.

Politique européenne : la mise en oeuvre sur le plan intérieur est la question centrale

Pour la place économique suisse, il est essentiel de consolider la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE). « Nous sommes convaincus que la voie bilatérale est taillée sur mesure pour notre pays : là où nous souhaitons un accès au marché ou une coopération, nous concluons des accords et nous nous entendons sur des règles communes. Mais, dans les domaines où nous ne voulons pas d'accords, nous n'en signons pas », a déclaré Monika Rühl, présidente de la direction. Sur la base des informations connues en lien avec le paquet d'accords négociés, l'économie peut en tirer un premier bilan positif : l'actualisation des accords d'accès au marché intérieur existants permet de consolider durablement l'accès au marché européen. Les programmes de coopération dans des domaines spécifiques, dont la recherche-développement via Horizon Europe, sont extrêmement positifs aux yeux d'economiesuisse. L'économie salue également le fait que la clause de sauvegarde ait pu être concrétisée dans l'accord sur la libre circulation des personnes. Celle-ci constitue le fondement permettant de prendre des mesures en cas de problèmes majeurs. Il s'agit désormais de mettre en oeuvre le paquet d'accords sur le plan intérieur. Les propositions concrètes à ce sujet seront déterminantes pour l'évaluation finale des bilatérales III. Elles ne sont pas encore disponibles à ce stade. Une chose est néanmoins sûre : la flexibilité du marché du travail n'est pas négociable.

Réglementation bancaire : l'union fait la force

La Suisse a besoin d'une UBS forte. L'économie d'exportation est tributaire d'une banque globale disposant d'un excellent réseau international et capable d'accompagner, de financer et de soutenir ses activités commerciales à l'étranger. Il est dans l'intérêt de tous qu'UBS soit compétitive. Imposer à UBS des exigences qui l'empêchent de s'affirmer face à la concurrence internationale serait une erreur. Mais cela ne signifie pas que nous ne devons pas optimiser et améliorer la réglementation bancaire existante. Il est important de faire ce qu'il faut et d'agir là où c'est effectivement nécessaire. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CEP) a montré que les principaux problèmes étaient une gestion insuffisante chez Credit Suisse, une utilisation partielle des instruments de surveillance à la disposition de la FINMA et une coopération défailante entre les autorités. En ce qui concerne le cadre réglementaire, l'économie considère essentiel de miser sur une approche coordonnée à l'échelle internationale pour garantir la compétitivité de la place financière.

Initiative pour la responsabilité environnementale : un refus ferme

Le 9 février, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative pour la responsabilité environnementale des Jeunes Verts. Une acceptation entraînerait une hausse des prix, des interdictions de consommation et un cadre réglementaire plus contraignant. Cette initiative illustre une tendance plus large : au lieu de rechercher des compromis viables, on fixe des objectifs irréalistes qui mettent en péril la compétitivité de la Suisse. economiesuisse rejette fermement cette initiative et s'engage activement dans la campagne pour un NON.